



PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

**SERVICE ÉNERGIE, CLIMAT, LOGEMENT
ET AMÉNAGEMENT DURABLE**

Pôle Évaluation Environnementale

Affaire suivie par le pôle évaluation environnementale

Mail : pee.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté portant décision quant à la réalisation d'une évaluation environnementale,
prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement,
après examen au cas par cas de la demande d'autorisation en régularisation pour le
projet d'extension des activités déchets sur la commune de Saint-Maclou (Eure)**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 122-1, R 122-2 et R 122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°SGAR/17.045 du 15 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2017-002281 relative à la demande d'autorisation en régularisation pour le projet d'extension de l'activité déchets sur la commune de Saint-Maclou (Eure), reçue le 04 septembre 2017 et considérée complète le même jour ;
- Vu la contribution de l'agence régionale de santé en date du 21 septembre 2017, consultée le 11 septembre 2017 ;
- Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure en date du 11 septembre 2017 réputée sans observations ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la demande d'autorisation en régularisation pour le projet d'augmentation des capacités de stockage et de broyage de déchets non dangereux à Saint-Maclou ;

Considérant que ce projet est concerné par la rubrique 1. a°) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, relative aux « *autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* », pour lesquelles un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le projet :

- concerne une plateforme existante (12 000 m²) de stockage de conteneurs maritimes et de plastiques, une unité de remplissage de conteneurs, une zone de regroupement de déchets non dangereux (plastiques, papier, cartons, métaux, rembourrés d'ameublement) et un broyeur mobile ;
- prévoit d'augmenter la capacité de stockage de certains déchets non dangereux et de fait atteint le seuil de soumission à autorisation environnementale au titre des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- ne prévoit aucuns travaux de construction ou de démolition dans la mesure où toutes les installations sont déjà existantes ;

Considérant la localisation du projet :

- à 250 mètres au nord de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « La basse vallée de la Risle et les vallées conséquentes de Pont Audemer à la Seine » n°230009161 ;
 - à 700 mètres au nord de la zone spéciale de conservation (Natura 2000, Directive « habitats, faune, flore ») « La Corbie », FR2300149 ;
 - en dehors d'une zone humide, de zones inondables par débordement de cours d'eau ;
- et que le projet ne paraît pas remettre en cause l'intégrité de ces sites ;

Considérant que les eaux de ruissellement de l'ensemble du site sont collectées et traitées par des séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans un bassin d'infiltration et que la présence d'un bassin de rétention permet de confiner une pollution accidentelle ;

Considérant que le projet est source de bruit lié notamment au fonctionnement du broyeur, que son utilisation s'effectue selon des campagnes de broyage d'une semaine et que les mesures acoustiques effectuées en 2016 indiquent que les niveaux respectent les seuils réglementaires ;

Considérant que l'unité de remplissage de containers est équipée d'un dispositif d'aspiration de l'air du local avec filtration des poussières et que le porteur de projet indique que les poussières liées au broyage restent limitées ;

Considérant que le projet ne se situe pas dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la demande d'autorisation en régularisation pour le projet d'extension de l'activité déchets sur la commune de Saint-Maclou **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de la région Normandie et sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

Fait à Rouen, le **04 OCT. 2017**

Pour la préfète et par délégation,
le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Patrick BERG

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Madame la préfète de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire
Ministère de la Transition écologique et solidaire
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN*